



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 09/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOGITIA**

1527 route du Canal  
82700 Montbartier

Références : JR/2024-0877  
Code AIOT : 0006802618

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement LOGITIA implanté 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER. L'inspection a été annoncée le 20/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées de la DREAL Occitanie, visant à poursuivre l'action nationale menée en 2023 auprès des entrepôts de stockage. Cette action nationale se plaçait dans le contexte du renforcement de la réglementation suite à l'incendie survenu à Rouen en 2019.

Cette visite s'inscrit également dans le cadre d'un arrêté préfectoral de mise en demeure signé en 2022 portant sur la réserve d'eau incendie du site Logitia.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGITIA
- 1527 ROUTE DU CANAL 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofouritures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Il est classé Seveso seuil haut et dispose d'une autorisation préfectorale d'exploiter mise à jour en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2016.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- REACH
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
9	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
11	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 6.3.5.c	Sans objet
10	Réserve de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 28/10/2022, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier une partie des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié et de constater leur prise en compte par l'exploitant. L'inspection du site a révélé que le classement administratif du site doit être mis à jour, les activités actuellement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2663 étant désormais dans le périmètre de la rubrique 1510. Un arrêté préfectoral complémentaire modifiera le classement administratif du site en ce sens. Le constat de la réalisation des travaux réalisés sur la défense incendie permet de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 octobre 2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection un dossier de ses documents administratifs au format papier. L'inspection s'est assurée par sondage de la présence des documents attendus et de leur correcte mise à jour. L'exploitant a notamment présenté l'étude des flux thermiques réalisée par la société ANTEA dans le cadre de l'étude des dangers du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis dans le cadre du réexamen de son étude de danger une notice datée du 19 janvier 2024 réalisée par la société ODZ Consultants, filiale du groupe Egis. Cette notice présente l'impact des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le classement du site, notamment suite à l'entrée en vigueur du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Le site est composé de deux bâtiments abritant un total de 7 cellules, toutes concernées par la rubrique 1510 exceptée la cellule C3 de 144 m <sup>2</sup> , constituant un unique groupe d'installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage (IPD). Le volume de stockage est de 50 770 m <sup>3</sup> , et la quantité totale des matières combustibles est supérieure à 500 tonnes. Les activités actuellement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2663 doivent désormais être incluses dans le périmètre de la rubrique 1510. Un arrêté préfectoral complémentaire modifiera le classement administratif du site en ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des

stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que l'état des stocks des matières stockées (dangereuses et non dangereuses) est transmis par courriel à chaque fin de journée ouvrée, vers plusieurs destinataires au sein de LOGITIA, dont le personnel d'astreinte.</p> <p>Cet état des stocks est réalisé à l'échelle de chaque cellule, y compris le local des bidons fuyards, et excepté la cellule n°3 (produits inertes non combustibles).</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé la conformité de l'état des matières stockées au stockage réellement présent.</p> <p>L'exploitant indique qu'un inventaire physique est réalisé a minima une fois par an.</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité est téléchargeable en libre accès depuis le site internet LOGITIA.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du Centurion 240 EC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks des matières stockées se décline en deux versions, une version simplifiée (appelée version initiale) et une version détaillée (appelée version 2), présentée au format PDF à l'inspection.</p> <p>L'état des stocks détaillé est réalisé à l'échelle de la cellule. Il précise la rubrique de la nomenclature ICPE associée, les mentions de danger, le code ONU, la classe de danger et le tonnage par article et par cellule.</p> <p>Un récapitulatif précise le tonnage par rubrique ICPE par cellule et au total pour l'ensemble du site.</p> <p>L'exploitant a également présenté un plan général des zones de stockage du site, avec l'identification des dangers par cellules.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

La version "simplifiée" de l'état des stocks des matières stockées a été présentée par l'exploitant au format PDF à l'inspection.

Cet état des stocks simplifié, communicable au public, présente le tonnage de produits présents sur site regroupés au sein de catégories facilement compréhensibles ("produits piscines", "semences", etc.) et en précisant la rubrique ICPE associée.

Un récapitulatif précise le tonnage par rubrique ICPE par cellule, et au total pour l'ensemble du site, avec un rappel du tonnage maximal autorisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection est informée que des évolutions du logiciel sont annoncées à l'horizon 2025. L'inspection rappelle qu'à cette occasion elle recommande que l'ajout des classes de dangers (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement) soit prévu lors de la génération de l'état des stocks synthétique afin de le rendre encore plus compréhensible par le public.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers

**Prescription contrôlée :**

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

**Constats :**

La gestion des incompatibilités au sein de l'entrepôt est gérée via un logiciel d'attribution des emplacements (Reflex WMS) qui attribue et contrôle les emplacements des produits au travers d'une matrice et d'un logigramme programmés afin de tenir compte des incompatibilités entre les produits.

Les produits inflammables sont stockés dans une même cellule (C4), comme le sont les produits toxiques et très toxiques (cellule C6).



L'inspection n'a pas constaté lors de sa visite des installations de matières chimiquement incompatibles stockées dans une même cellule.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

**Prescription contrôlée :**

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :
- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.
- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

**Constats :**

Le site est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant explique que l'emplacement de stockage des marchandises est supervisé par un

système de gestion d'entrepôts, dans lequel ont été notamment paramétrées les hauteurs maximales acceptables.  
Lors de la visite de terrain, il n'a pas été constaté de non-conformité des conditions de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Eclairage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.  
Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.  
Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.

**Constats :**

L'exploitant indique que l'éclairage des cellules de l'entrepôt est assuré exclusivement au moyen de leds. L'inspection n'a pas constaté la présence d'autres moyens d'éclairage lors de la visite de terrain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux

dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude visant à déterminer les distances correspondant aux effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> a été transmise en 2014 à l'inspection dans le cadre de l'étude des dangers du site. Cette modélisation a été réalisée grâce au logiciel I.F.N.A.P. développé par Antea Group. Ce logiciel permet de modéliser des incendies de solides ou liquides, en utilisant la méthode du radiateur plan.</p> <p>Ces modélisations n'ont pas été remises en cause par Antea Group lors du réexamen de l'étude des dangers en 2019. Les résultats donnés par ce logiciel pour les feux de solides ont fait l'objet de tests de comparaison avec ceux présentés dans le rapport de l'INERIS du 5 juin 2006 « Analyse des risques associés à l'industrie papetière ».</p> <p>L'exploitant indique, dans sa nouvelle notice de réexamen de l'étude des dangers datée 19 janvier 2024, que dans la grande majorité des cas, les résultats donnés par I.F.N.A.P. majorent ceux donnés dans les documents de l'INERIS.</p> <p>Les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> restent comprises dans les limites du site, quelle que soit la modélisation réalisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Vérification périodique des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article 6.3.5.c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport.</p> <p>L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification périodique des installations électriques, réalisé le 21 septembre 2023 par la société DEKRA, en tant qu'organisme de vérification d'installations électriques autorisé par le CNPP.</p> <p>Le rapport conclut que suite à la vérification complète des installations électriques de l'établissement, l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Réserve de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société LOGITIA SAS, est mise en demeure, de respecter dans <b>un délai de deux mois</b> les</p>

dispositions des articles suivants, pour les activités qu'elle exploite au 1527 route du canal 82700 Montbartier:

- Article VI.2 XII de l'arrêté du 24 septembre 2020 susvisé
- la prescription technique 2.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2009 en réalisant les travaux de réfection de la réserve sous 2 mois ;

**Constats :**

En août 2022, l'inspection a constaté une fuite d'eau sur la réserve incendie de 1 000m<sup>3</sup>, entraînant la mise en demeure de l'exploitant de réaliser les travaux de réfection de la réserve. L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance (PAC) en novembre 2022 afin de présenter les travaux à réaliser.

Suite à l'avis du SDIS 82 en date du 4 janvier 2023 et du courrier de fin d'instruction du PAC de la Préfecture de Tarn-et-Garonne du 24 février 2023, l'exploitant a annoncé, le 27 février 2023, le début des travaux sur la semaine n°11 de l'année 2023.

Les travaux ont consisté à réaliser un remblai du bassin d'orage afin d'y installer une citerne souple de 1300 m<sup>3</sup> connectée à 6 prises d'aspiration. La visite de réception du point d'eau a été réalisée le 19 juillet 2023 par le SDIS 82, avec un avis favorable.

L'inspection constate, lors de la visite, le remplacement de l'ancien bassin fuyard par une nouvelle citerne souple.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure